

Dons jusqu'à 1 000 euros autorisés pour aider Mayotte

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC AFP

18 décembre 2024



Selon un bilan provisoire du ministère de l'Intérieur, le cyclone Chido a fait 31 morts et 1 373 blessés à Mayotte, même si les autorités anticipent un nombre de victimes beaucoup plus important dans le département le plus pauvre de France, où les secours continuent d'affluer quatre jours après la catastrophe naturelle.

Matignon a annoncé que les dons jusqu'à 1 000 euros pour Mayotte ouvrirait le droit à une réduction d'impôt égale à 75 % jusqu'en mai, contre généralement 66 % en temps normal.

Sur l'archipel au paysage défiguré, les habitants des quartiers précaires du chef-lieu Mamoudzou tentent avec les moyens du bord de rafistoler ce

qui peut l'être, en martelant la tôle ou en posant un toit de fortune sur leurs habitations soufflées par le vent.

La vie reprend tant bien que mal ce mercredi 18 décembre. Mayotte connaît sa deuxième nuit sous couvre-feu, mis en place alors qu'Emmanuel Macron est attendu jeudi.

Les bulldozers s'activent pour remettre en état l'héliport du centre hospitalier de Mayotte (CHM), durement touché mais qui continue de fonctionner. « *Petit à petit, on réintègre des services à mesure qu'on arrive à les nettoyer* », explique à l'AFP le directeur du CHM, Jean-Mathieu Defour.

Le président de la république se rendra au chevet des patients et des soignants du CHM, avant d'aller dans un quartier détruit, a annoncé mercredi l'Élysée. Le chef de l'État emportera dans son avion quatre tonnes de fret alimentaire et sanitaire et emmènera des secouristes.

« La tragédie de Mayotte est probablement la catastrophe naturelle la plus grave de l'histoire de France depuis plusieurs siècles », a écrit le Premier ministre François Bayrou dans un courrier adressé mercredi aux forces politiques.

Plus de 100 tonnes de vivres devaient être distribuées mercredi, selon le ministre de l'Intérieur démissionnaire Bruno Retailleau.

Un hôpital de campagne avec une centaine de lits médicalisés sera mis sur pied dans les prochains jours, a par ailleurs annoncé François-Noël Buffet, ministre démissionnaire des Outre-mer.

« On passe à la phase massive du soutien à Mayotte », a aussi déclaré

Patrice Latron, le préfet de La Réunion, île d'où les autorités ont lancé un « pont maritime civil » qui va démarrer dans la nuit avec le départ de quelque 200 conteneurs attendus dimanche sur l'archipel.

Parmi ce chargement, l'équivalent de millions de litres d'eau. Grâce à ces envois, « aucune pénurie d'eau en bouteilles n'est prévue », se sont félicitées les autorités.

Le cyclone Chido, le plus intense qu'aït connu Mayotte depuis 90 ans avec des vents à plus de 220 km/h, a ravagé le territoire de l'océan Indien, où environ un tiers de la population vit dans de l'habitat précaire.

Les cyclones se développent habituellement dans l'océan Indien de novembre à mars. Cette année, les eaux de surface étaient proches de 30 °C dans la zone, ce qui fournit plus d'énergie aux tempêtes, un phénomène lié au réchauffement climatique observé également dans l'Atlantique Nord et dans le Pacifique.

Décompte délicat

Outre les secours, l'établissement d'un bilan humain est l'une des priorités des autorités. Pour l'heure, 22 décès ont été recensés à l'hôpital et neuf par les communes.

Mais le décompte officiel, a reconnu l'Intérieur, « n'est pas en adéquation avec la réalité des 100 000 personnes qui vivent dans un habitat précaire », occupé en grande partie par des ex-compatriotes venant des autres îles de l'archipel des Comores devenu indépendant de la France depuis 1974.

Une mission de recherche se met en place pour réaliser ce décompte,

rendu d'autant plus délicat que selon la tradition musulmane et les rites de l'islam, les défunts doivent être enterrés au plus vite.

Dans les bidonvilles désormais nus, « *ça enterre à tour de bras, donc on n'aura jamais de décompte* », estime auprès de l'AFP un membre du personnel judiciaire du tribunal de Mamoudzou ayant requis l'anonymat. « *Que ce soient des gens en situation régulière ou irrégulière, peu importe, on ne saura jamais.* »

Bruno Retailleau a redit mercredi son intention de légiférer contre l'immigration clandestine « *totalement incontrôlée* » venant des anciennes colonies françaises de Grande-Comore, Anjouan et Mohéli (qui forment l'union des Comores depuis la séparation de Mayotte), et d'être « *beaucoup plus dur avec les Comores* ».

Assurer les besoins vitaux

Pour éviter les pillages, un couvre-feu a été instauré depuis mardi soir de 22 h 00 à 04 h 00. Quelque 2 000 membres des forces de l'ordre sont ou vont être mobilisées. Il faut pouvoir « *assurer l'ordre public pour ne pas ajouter du désordre au désordre* », a encore déclaré Bruno Retailleau.

Autre priorité : assurer les besoins vitaux en eau et en nourriture. L'alimentation en eau « *fonctionne à 50 %* » a précisé mercredi François-Noël Buffet, mais elle présente un risque de « *mauvaise qualité* ». L'électricité, elle, n'est que « *partiellement remise en route* ». Les routes, elles, sont majoritairement déblayées.

Le système éducatif est aussi très touché : les 221 écoles, 22 collèges et 11 lycées de l'archipel « sont tous impactés. 40 % du bâti scolaire est endommagé donc pas utilisable pour l'instant, d'après les remontées du

rectorat », indique-t-on au ministère de l'Éducation nationale.

Quelque 27 établissements accueillent par ailleurs 9 000 sinistrés. « Le ministère travaille activement à la préparation de la rentrée scolaire à partir du 13 janvier », ajoute le ministère, rappelant que 117 000 élèves sont normalement scolarisés à Mayotte.

En parallèle, la fédération professionnelle France Assureurs a annoncé l'envoi d'une « mission de reconnaissance » pour anticiper les déclarations de sinistres, sachant que, selon l'administration, très peu de ménages sont effectivement assurés sur l'archipel.